

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 31/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA**

ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE  
78440 Porcheville

Références : Helios n°62715  
Code AIOT : 0006503465

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2025 dans l'établissement ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA implanté ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans l'après-midi du 3 juillet 2025, des feux de broussailles et « un bruit d'explosion », à proximité de l'aciérie/laminoir ALPA située sur la zone de LIMAY-PORCHEVILLE, font l'objet d'appels de plusieurs requérants dont ALPA aux services du centre de secours de Gargenville.

Ceux-ci ont pour origine une réaction engendrée par la mise en présence d'eau de matières incandescentes en provenance du site d'ALPA qui ont provoqué des projections enflammées vers la végétation aux alentours de l'aciérie, à proximité immédiate des voies ferrées de la ligne SNCF Paris-Mantes-Vernon (ligne J) et sur la base de loisir de Porcheville.

L'inspection s'est rendue sur l'installation à la suite de cet événement, pour prendre connaissance de ses causes, ses conséquences et mettre en œuvre une démarche de prévention visant à éviter qu'un incident similaire se reproduise.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA
- ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'ALPA à Porcheville abrite une aciérie qui permet de couler de l'acier à partir de déchets d'acier à recycler. Les billettes qui sortent de l'aciérie encore rouges et à environ 600°C sont amenées vers le laminoir. Elles y sont modelées dans leur forme définitive de ronds à béton, prêts à être expédiés pour former la structure du béton armé dans les chantiers de construction.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident du 3 juillet 2025

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 3.5.1	Demande d'action corrective	15 jours
5	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 et 48	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions de rétentions des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.4.1	Sans objet
3	Entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 16.6.5	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.2.1.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'évènement du 3 juillet 2025, objet de l'inspection, a eu des conséquences non négligeables sur les alentours de l'aciérie. Toutefois, celui-ci aurait pu avoir des conséquences plus graves encore : sept départs de feux de broussailles ont été constatés autour du site d'ALPA, liés à des projections à plus de 100 mètres de matières incandescentes dont la plus grosse présente le volume d'un ballon

de rugby.

L'exploitant doit reconsidérer la gestion des laitiers dans son ensemble et évaluer les risques relatifs au parcours et aux modalités de stockage de ces déchets.

Conformément à ses engagements, l'exploitant doit élaborer un nouveau *modus operandi* pour le traitement de ses laitiers : de leur extraction du four, jusqu'au refroidissement complet. Il doit aussi réfléchir à de nouveaux équipements de sécurité afin de prévenir toute nouvelle réaction eau/métal en fusion.

Enfin, l'exploitant doit revoir son plan des zones à risques, incomplet *a minima* pour le parc à laitier qui n'est pas mentionné, pour intégrer les enjeux relatifs à ces matières, et vérifier que le plan recense toutes les zones à risque de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incident ou accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 04/11/2015, article 3.5.1 / code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ALPA est tenue à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par la société ALPA. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> <b>Résumé synthétique du contexte :</b> Le jeudi 3 juillet 2025, vers 16h, les services de secours interviennent sur des incendies de broussailles à proximité immédiate du périmètre d'ALPA. Au moins sept départs de feu sont combattus par le SDIS, entre la voie ferrée de la ligne SNCF Paris-Mantes-Vernon (ligne J) et les limites de l'aciérie ; les projections de matières incandescentes atteignent la base de loisir de Porcheville. A priori, il semble que les matériaux déclencheurs de ces incendies proviennent de l'aciérie/laminoir, ce que l'exploitant reconnaît en séance. Les dégâts sont mineurs à l'intérieur de l'installation (feu de palettes) et ont été traités par l'exploitant qui n'a pas arrêté le fonctionnement de l'usine.  A l'extérieur, les feux de broussailles sont localisés sur environ 1 300 m <sup>2</sup> de part et d'autre de la voie ferrée et également à 2 mètres d'un chemin fréquenté par les usagers de la base de loisir proche. Quatre trains de la ligne J ont dû être supprimés et quatre trains ont dû être retardés. (Cf en annexe le reportage photographique des pompiers du SDIS) Ci-dessous, un des débris, équivalent à un ballon de rugby, décrit par l'exploitant comme : « scrap métallique, morceau d'acier fondu », photographié par les services de secours (un téléphone

d'intervention est apposé à côté du débris pour apprécier la taille du projectile). Celui-ci a été repéré à 100 m de l'installation et à 2 mètres d'un chemin fréquenté, sur la base de loisir de Porcheville.



Il est à noter que les services de secours ont quitté les lieux vers 21h et sont revenus le lendemain matin pour une intervention de 3 heures environ, lors d'un nouveau départ de feu spontané, sans impact sur le périmètre de l'installation.

En séance, l'inspection demande à l'exploitant une description circonstanciée de l'évènement et des différents paramètres qui ont eu pour conséquences les incendies du 3 juillet 2025. L'inspection souhaite comprendre, en premier lieu, le fonctionnement détaillé de la zone dédiée aux laitiers d'où sont partis les morceaux de laitiers projetés à l'extérieur de l'ICPE, ainsi qu'à l'intérieur de l'installation.

**L'exploitant décrit le fonctionnement du traitement des laitiers dans la zone du parc à laitiers :**

Les laitiers sont des impuretés de l'acier, générées au moment de la fusion. Ils se présentent sous forme de roches détachées de l'acier en fusion grâce à des procédés dédiés.

Ils surnagent sur l'acier en fusion et sont évacués par batch de 6/7 tonnes en débordement vers la fosse à laitiers, située sous le four. Ils sont ensuite acheminés par tractopelle « chenille Bull/caterpillar 973 » sur quelques dizaines de mètres, de la fosse vers le lieu de stockage à l'air libre où ces matières refroidissent pendant environ 24h, avant d'être à nouveau déplacées vers le stockage des laitiers froids, devenus de ce fait inertes et non dangereux.

Le conducteur d'engin doit préparer la plateforme d'accueil des laitiers incandescents avec des laitiers refroidis étalés qui servent de tampon entre la dalle béton et les laitiers brûlants.

Trois lances à eau arrosent par le haut ces amas fumants, pour accélérer le refroidissement.

Tant que l'eau projetée sur les matières brûlantes a la capacité de se vaporiser sans contrainte, le phénomène ne présente pas de danger.

Si, comme il semble que ce soit le cas lors de l'évènement du 3 juillet 2025, l'eau est piégée en

cuvette, sous les laitiers brûlants, une réaction de vaporisation se produit, augmentant ainsi jusqu'à 1700 fois le volume de l'eau. Le phénomène génère un départ en fusée de matières incandescentes sous pression, projetées sur plusieurs centaines de mètres et susceptibles de créer des départs de feu ou de retomber sans prévenir.

Pour justifier des protocoles internes définis pour traiter les laitiers chauds, ALPA remet un document intitulé « Mode opératoire Intégré, Nettoyage de fosse de décrassage et fosse de rétention », secteur « aciérie »/localisation « Four fusion », référencé MOI.01.ACIE.123, créé le 24 janvier 2012 et mis à jour le 21 novembre 2023. Le document précise que le conducteur doit *«(...)impérativement s'assurer, qu'il n'existe aucune flaque d'eau dans l'ensemble du parc (...)»*.

L'inspection note que c'est le conducteur/opérateur (aussi appelé « bulliste ») sur qui repose toute la vigilance, quant à la qualité « accueillante de la plateforme » pour les laitiers incandescents et à l'absence de cuvettes remplies d'eau, entre autres points de contrôle.

#### **Déclenchement du plan d'opération interne (POI) :**

Au vu du déroulé de l'évènement, l'exploitant a décidé de déclencher son POI vers 16h15.

Il explique en séance que l'objectif de cette action n'était pas de recourir aux moyens dont disposent les pompiers pour éteindre un incendie à l'intérieur de l'installation, car les employés ont maîtrisé les départs de feu à l'aide des extincteurs présents sur site, mais de garantir la fluidité des communications avec le SDIS et les autres interlocuteurs. Aucun scénario du POI n'a été mis en œuvre par l'exploitant, hormi le fait d'appeler les interlocuteurs recensés dans le document.

Mail de l'exploitant à l'inspectrice en charge du site, du 3 juillet 2025 à 21:02 :

*« Après avoir réalisé l'opération de manutention des laitiers, nous avons constaté une propagation d'étincelle qui est sortie du site.*

*Immédiatement, à 16h25 nous avons contacté le SDIS pour les informer que des projections d'étincelle avaient entraîné des départs de feu à proximité du site.*

*Quelques flammes ont été observées sur des palettes situées à proximité du parc à laitier. Elles ont été immédiatement maîtrisées avec des extincteurs. Aucune autre anomalie n'a été constatée sur notre site par le personnel présent.*

*Par mesure de précaution, le POI a été déclenché afin de lancer la procédure d'alerte et le suivi de l'intervention du SDIS.*

*16h30 : Arrivée des pompiers sur site.*

*16h45 : Après avoir vérifié de l'absence d'anomalie sur le site les pompiers interviennent sur la zone extérieure.*

*Plusieurs petits départs de feu sont constatés dans les herbes sèches dans le parc situé à proximité et le long de ligne SNCF.*

*18h30 : Les départs de feu sont maîtrisés au niveau du parc.*

*19h20 : Les départs de feu sont maîtrisés au niveau des voies ferrées.*

*Mise en place d'une surveillance par le SDIS pour intervenir sur les reprises éventuelles.*

*Mise en place également d'une surveillance sur le site d'ALPA par le personnel présent jusqu'à demain matin. »*

En séance, ALPA précise qu'une tournée par heure a été mise en place le 3 juillet, pour prévenir un nouveau départ de feu, jusqu'au matin.



### **L'intervention des services de secours :**

16h24 : ALPA appelle le SDIS alors que d'autres requérants l'ont déjà appelé pour signaler une « explosion », et des départs de feu proches de la voie SNCF et sur la base de loisir.

#### **Remarques du SDIS :**

Les informations transmises au SDIS envoient les services de secours à l'opposé des feux par rapport à l'installation.

Lorsque le SDIS pénètre de sa propre initiative sur le site, alors que son objectif n'est pas une intervention sur l'installation mais aux alentours, l'exploitant oublie de signaler qu'il a déclenché son POI et n'évoque que les incendies extérieurs à son périmètre. Le SDIS va se concentrer sur les extinctions des feux de broussailles à l'extérieur du site.

Le SDIS regrette ces informations incomplètes et imprécises et souhaite une amélioration des échanges avec l'exploitant de façon à gagner un temps précieux quant à la compréhension du déroulé des événements lors du déclenchement du POI et sur les évolutions potentielles en cas de dégradation rapide notamment.

Le SDIS fait remarquer à l'exploitant que le portillon de l'exploitant qui donne sur les voi est à **transcrire dans les plans de l'installation** qui sont destinés aux services de secours, car il représente le seul moyen d'accéder aux abords des voies. C'est d'ailleurs ce passage qui a fini par être utilisé par les pompiers qui cherchaient un accès.

Le SDIS évoque l'évènement similaire, bien que plus modeste en terme de conséquences, du 11 octobre 2023, sur lequel les services de secours sont intervenus brièvement et sur lequel l'exploitant écrivait déjà sur la fiche BARPI transmise le 11 octobre 2023 :

5H05 : une mauvaise manipulation du laitier sortant de la fosse de décrassage par l'opérateur a entraîné un contact avec une flaque d'eau résiduel au sol ce qui a provoqué une petite projection incandescente de laitier qui a touché un stockage de filtre à manche de secours sur palette situé à proximité. 5H08 : Un posté constate le départ de l'incendie et contacte le chef de poste. Celui-ci appelle le SDIS78. 5H30 : Arrivée des secours sur le site. 6H35 : Départ des secours du site.

### **L'exploitant détaille les mesures tirées à chaud de l'évènement du 3 juillet 2025 :**

Il remet une « note de service Acierie » datée du 3 juillet 2025, signée par le responsable de l'aciérie, qui précise que dorénavant le chef de poste présent devra vérifier la zone des laitiers toutes les heures et qu'en cas de présence d'eau stagnante le bulliste doit arrêter les manœuvres et informer le chef de poste.

### **L'exploitant détaille les mesures envisagées à ce stade du retour d'expérience sur l'évènement du 3 juillet 2025 :**

L'exploitant reconnaît qu'une réflexion globale sur la sécurité du parc à laitier va devoir être menée rapidement, notamment en comparaison de la prise en compte des risques semble-t-il mieux maîtrisés chez ITON SEINE à Bonnières sur Seine, (aciérie/laminoir qui appartient également au groupe RIVA) : Il va s'agir, entre autres, de ne plus laisser le bulliste seul sur le parc à laitier, de remplacer éventuellement les lances à eau par des brumisateurs avec des temporisations, d'installer des caméras reliées à la salle de contrôle vidéo...

### **Remarques de l'inspection :**

L'inspection par la voie d'un appel de l'exploitant à l'astreinte DRIEAT (17h), au secrétariat de l'UD (17h) et à l'inspectrice en charge du site (17h21) a été informée de la survenue de l'évènement.

Il est à noter que cet évènement « réaction eau/métal en fusion » bien connu des industries de la métallurgie se produit pour la deuxième fois en 2 ans sur le site d'ALPA : 2023 et 2025.

L'inspection est en attente du rapport d'accident à rédiger par l'exploitant et d'une analyse circonstanciée des causes permettant de mettre en œuvre des actions qui préviendront une nouvelle survenue du phénomène dangereux.

Une nouvelle version de la mise à jour de l'étude de danger (EDD) a été livrée le 4 juillet 2025 ; la rédaction d'un POI, intégrant les modifications de la nouvelle version, est attendue.

L'inspection sera attentive sur le contenu de l'EDD, à fortiori sur la prise en compte de l'évènement du 3 juillet 2025, mais aussi celui du 11 octobre 2023, et ce d'autant plus, que les conséquences du dernier épisode ont été constatées à plus de 100 mètres du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit produire un rapport d'accident et transmettre la fiche BARPI renseignée, comme il s'y est engagé.

Le rapport doit préciser chronologiquement, les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Dispositions de rétentions des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions et confinement

**Prescription contrôlée :**

[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement, les orifices d'écoulement sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...] Les eaux d'extinction sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. [...]

**Constats :**

Les employés de l'exploitant ont utilisé les extincteurs proches des départs de feu modestes et rapidement maîtrisés qui ont eu lieu à l'intérieur du site.



L'évènement n'a pas généré d'eaux d'extinctions sur le site qui nécessiteraient une prise en charge particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Entreposage interne des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 16.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les employés de l'exploitant ont utilisé les extincteurs proches des départs de feu qui ont eu lieu à l'intérieur du site.</p> <p>Quelques palettes partiellement calcinées et visualisées lors de la visite de site par l'inspection seront ajoutées aux déchets de bois, conformément au tri des déchets instauré sur l'installation pour un fonctionnement normal et quotidien.</p> <p>Aucun déchet ne nécessite une prise en charge particulière à l'intérieur de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 12.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) d'extincteurs (...) Ces matériels doivent être en bon état (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quelques extincteurs présents à proximité des départs de feu ont été utilisés ; visualisés par l'inspection lors de la visite de site, l'exploitant explique qu'ils seront évacués par le prestataire en charge de la gestion de ces appareils pour ALPA, lors de son prochain passage.</p> <p>L'inspection a pu constater que ceux situés à proximité des palettes partiellement calcinées ont été remplacés sur le stock des extincteurs présents sur site, préventivement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Connaissance des risques et des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 et 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <hr/> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'occasion de la mise en œuvre de l'exercice POI du 26 mai 2025, l'exploitant a transmis en anticipation, par mail du 22 mai 2025, le document POI daté du 6 mai 2025, basé sur l'EDD déposée en novembre 2024. Le « plan des zones à risques », référencé 30001B816 et mis à jour en date du 7 février 2025 était annexé à cette version du POI. C'est, entre autres, un des plans mis à disposition des services de secours lors des interventions sur le site.</p> <p>Pour mémoire, en ce qui concerne les laitiers qui sont des impuretés issues de la fonte de l'acier à 1600°C, ceux-ci sont déversés incandescents dans une fosse à laitiers, située sous le four. Ils sont ensuite acheminés par tractopelle sur quelques dizaines de mètres, de la fosse vers le lieu de stockage à l'air libre où ces matières refroidissent pendant environ 24h, avant d'être à nouveau déplacées vers le stockage des laitiers froids.</p> <p>Le parc à laitiers, la fosse à laitiers, le trajet du tractopelle ainsi que le secteur de refroidissement dédié aux laitiers ne sont pas repérés sur le plan des zones à risques.</p> <p>L'inspection prescrit que soit revu ce plan des zones à risque dans sa globalité, pour une identification exhaustive de toutes les zones dangereuses. Ces plans concourent à la sécurité du site et facilitent l'intervention des services de secours sur les événements dangereux qui peuvent se produire.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à revoir le fonctionnement de son parc à laitiers afin de prévenir un nouvel épisode de réaction liée au mélange eau/métal en fusion.</p> <p>Il s'est également engagé à vérifier à la demande du SDIS, que son dispositif d'éclairage du secteur des laitiers soit suffisant la nuit, pour prévenir les accidents en l'absence de lumière du jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin d'assurer la prévention des risques dans toutes les phases d'exploitation et au regard de l'accident survenu, l'exploitant doit réaliser une étude technico-économique circonstanciée d'évaluation du risque et de réorganisation des activités qui prennent place autour des laitiers,</p>

depuis la production des laitiers jusqu'au refroidissement complet de ces éléments, en passant notamment par le transport des laitiers incandescents, l'aménagement de la plateforme, la mise en œuvre de dispositifs de refroidissement, l'organisation des consignes aux employés et l'éclairage du secteur.

L'exploitant doit identifier sur son plan des zones à risques, **toutes les zones** de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées et notamment le secteur qui englobe tout le traitement des laitiers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

FEU DE VEGETAUX Date : 03/07/2025

Durée : 05h37

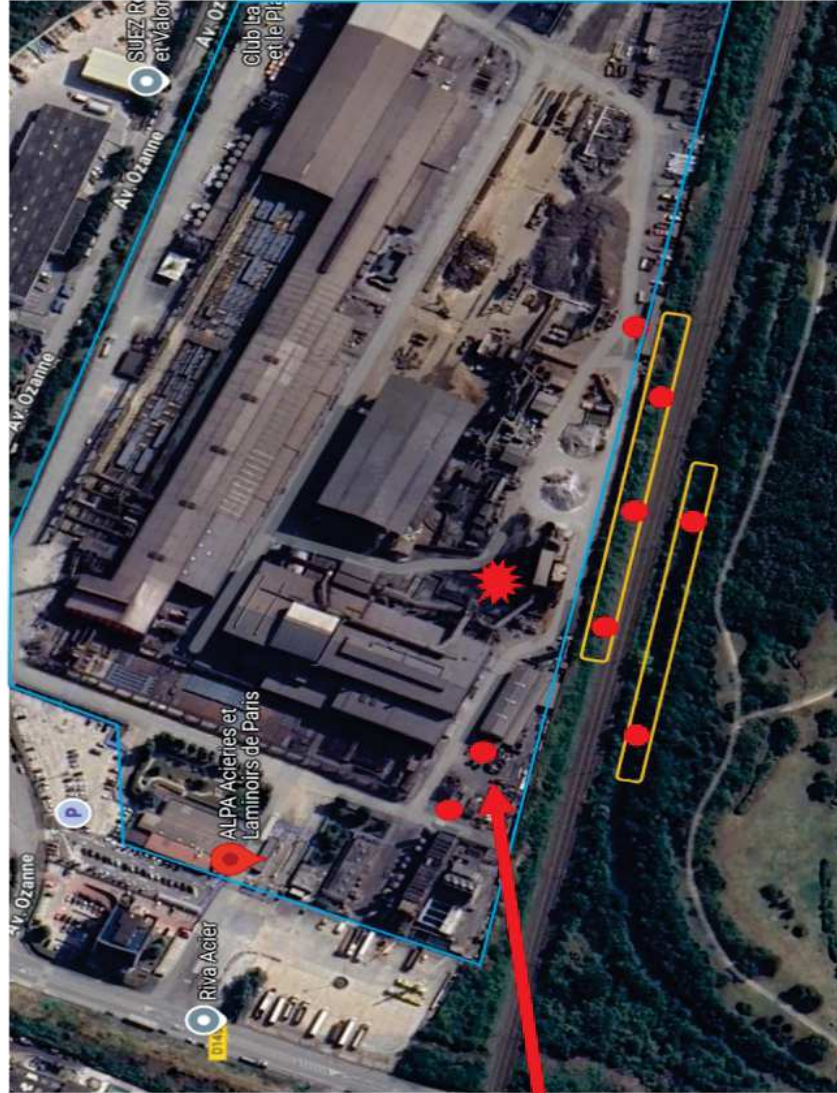
Début : 16h29






Numéro d'intervention : 25051881



#### Scénario (probable) :

Dépotage du laitier dans la zone de refroidissement. Réaction thermique violente (explosion) qui a provoqué des projections de matière en fusion sous forme de billes. Ces éléments ont ensuite provoqué de multiples départs de feu éteint par les ouvriers dans l'établissement et par les SP en dehors.



-  Zone de dépôtage
-  Origine du sinistre
-  Départs de feu (identifiés)
-  Limite de l'établissement
-  Zones brûlées (Végétation)



Exemple de départ de feu dans l'enceinte de l'établissement.  
Départ de feu sur les emballages plastiques des matières premières.